

Tunisie, Égypte :

« Il était une fois la révolution... »



Au moment où nous publions ce texte, cela fait plus de six mois que le dit « monde arabe » est ébranlé par des soulèvements d'une très forte ampleur. C'est d'abord en Tunisie (ce paradis pour citoyens européens idiots utiles du capital en goguette dans l'un des chantres de l'industrie de masse du tourisme) que des milliers de prolétaires ont affronté l'État, ponctué par la chute de son « dictateur » local Ben Ali le 14 janvier 2011... Ensuite c'est l'Égypte des pharaons (où chaque pierre des pyramides et des temples édifîés à la gloire des possédants suinte de la sueur et du sang des travailleurs de l'époque¹) qui s'est embrasée de la colère des exploités, donnant lieu à la chute de son « dictateur » local Moubarak le 11 février. Et puis la contagion sociale a continué de s'étendre et de proliférer : Yémen, Bahreïn, Algérie, Libye, Irak, Oman, Syrie, etc. Au-delà de tout les discours lénifiants de la bourgeoisie et de ses médias, au-delà des drapeaux que les prolétaires

peuvent arborer², il s'agit bien sûr, dès le départ, d'une révolte sociale contre la misère, qui s'inscrit dans le cadre de l'accentuation permanente du taux de notre exploitation liée à la crise générale du capitalisme mondial, qui s'inscrit aussi dans le cadre de la lutte permanente contre la répression bourgeoise... Le fait que des prolétaires aient également visé la personnification de cette misère (« *Dégage Ben Ali !* » et « *Dégage Moubarak !* ») ne change rien à ses causes profondes. La misère et l'exploitation se cristallisent aussi autour de « notre » propre bourgeoisie, de « notre » propre dictateur, de « notre » propre clique, de « notre » propre régime en place qui organise cette misère et cette exploitation...

Outre les aspects spécifiques et locaux de la gestion d'un mode de production universel (« développement du secteur privé », « privatisation d'entreprises publiques », « précarisation des salariés de ces entreprises », « libéralisation », « corruption »,

« croissance démographique rapide, doublée d'une urbanisation de la population », « ajustements structurels imposés par le FMI et la Banque mondiale », « secteurs peu compétitifs en terme de haute valeur ajoutée », hausse des prix de certaines denrées alimentaires, etc.), toutes ces luttes s'inscrivent en lettres de feu dans le cadre global de l'accentuation de la catastrophe que traverse le capitalisme et la crise généralisée qu'il connaît depuis quelques années, ainsi que des réactions de notre classe face aux attaques contre ses conditions d'existence.

Pour trouver dans l'histoire de la lutte de notre classe en Égypte une vague de lutte comparable à celle de ce début 2011, il faut remonter à janvier 1977, lorsque tout le pays fut traversé par des grèves, manifestations et émeutes très violentes. Le mythe nationaliste et « socialiste » panarabe (cher au président Nasser), qui embri-gada le prolétariat dans la « lutte anti-impérialiste » et dans des guerres à répétition contre l'armée d'Israël, connaît là un revers cuisant. Le soulèvement de 1977 sera le signal d'alarme pour la bourgeoisie et entraînera une recomposition des alliances inter-bourgeoises dans cette explosive région du « Moyen » et « Proche » Orient. « L'ennemi » d'hier devient « l'ami » aujourd'hui...

Quelques mois à peine après cette tempête sociale, le président égyptien El-Sadate se rend à Jérusalem serrer la pince au premier ministre israélien Menahem Begin, bien connu dans la région comme assassin de

¹ Nous n'allons évidemment pas remonter à la nuit des temps pour décrire les luttes actuelles, mais rappelons, pour l'anecdote, que la première grève officiellement reconnue par les historiens date de 1155 avant JC lorsque des ouvriers cessèrent le travail sur le chantier de construction des pyramides en Égypte. Les exploités de cette époque se sont attaqués avec leurs faibles moyens à la représentation et la matérialisation de la puissance de la classe dirigeante qui se croyait toute-puissante et éternelle, à l'image de la bourgeoisie aujourd'hui. Un seul arc historique de luttes de classes, des sociétés précapitalistes jusqu'à l'actuelle quintessence de celles-ci : c.à.d. le capitalisme !

² Comme toujours se pose la question du mouvement et du drapeau, ainsi que l'horreur de voir partout des drapeaux nationaux arborés par les manifestants (drapeaux tunisien, égyptien, etc.)... Bien sûr, derrière les drapeaux se cachent d'autres raisons qui motivent le mouvement social, et les communistes sont capables de voir et de comprendre ces raisons (en Argentine aussi, en 2001-02, certains prolétaires en lutte déployaient le torchon national)... Néanmoins, lors des émeutes de 1977 en Égypte, lorsqu'un journaliste demande à un « jeune émeutier » : « pourquoi détruisez-vous votre pays ? », celui-ci répond : « Ce n'est pas mon pays ! C'est celui des autres ! » (C'est-à-dire : c'est le pays des bourgeois !)...

prolétaires en Palestine dans les années 1940. Les « accords de Camp David » et « la paix » suivront cette visite. En 1981, Sadate est abattu par des éléments de l'armée, l'état d'urgence est décrété de façon permanente.

Durant les deux décennies suivantes, le gouvernement réprime le mouvement prolétarien en assassinant (y compris en rue lors de manifestations), torturant, organisant des milices paramilitaires et pratiquant massivement des disparitions. La brutalité de l'État ne parvient pourtant pas à éteindre le feu de la contestation et devient même un aveu, celui de n'avoir pas d'autre carte à jouer. Depuis plus de dix ans, on dénombre la participation assez importante et régulière de travailleurs à des milliers de grèves et autres formes de protestation. Le chômage important, la vie chère, l'envolée des prix alimentaires en 2008, et les salaires bas entraînent de fréquentes grèves sauvages, manifestations et émeutes, avec pour symbole la grève des usines textiles de Al-Mahalla Al-Kubra (20.000 grévistes). L'année 2010 a connu un crescendo annonciateur des événements présents, et le développement d'un nouveau mode d'action, le blocage des routes. Dans les campagnes égyptiennes aussi, les luttes se développent du fait de l'intensification de l'exploitation et de la spoliation, crue réalité des « mesures de libéralisation » successives du secteur, selon un agenda bien connu à travers le monde. Les grands propriétaires terriens et les dignitaires du régime, soutenus par la police et disposant d'importants effectifs de nervis, parfois équipés de blindés, exproprient violemment les prolétaires agricoles des terres qu'ils travaillent. En quinze ans, de très nombreux affrontements ont ainsi opposé

des dizaines de milliers de « paysans » à leurs patrons, faisant des centaines de morts et de blessés, ainsi que des milliers d'arrestations. La répartition des eaux d'irrigation occasionne aussi de plus en plus de conflits, dont le principal est la « révolte des assoiffés » en 2006. Il est donc clair que les événements de janvier-février 2011 sont la conséquence de la montée de toutes ces luttes et mobilisations dans de nombreux secteurs du prolétariat.

En Tunisie également, ces manifestations s'inscrivent dans un large mouvement de révoltes dont les luttes de 2008 à Gafsa peuvent résonner aujourd'hui comme une forme de « répétition générale ». La colère prolétarienne s'était en effet exprimée fortement lors du mouvement de lutte dans le bassin minier de Gafsa, pendant plus de six mois. Des centaines de prolétaires avaient alors été arrêtés, torturés ou emprisonnés, certains trouvant la mort dans les affrontements avec les flics, dans la quasi-indifférence des médias européens et tunisiens.



Parties de la ville de Sidi Bouzid le 17 décembre 2010, des manifestations sont organisées en protestation contre la cherté de la vie, le



« Dégage Ben Ali... qu'ils dégagent tous ! »

chômage qui touche une forte proportion de la jeunesse (plus particulièrement les jeunes diplômés qui sont comme de nombreux jeunes prolétaires en Tunisie et dans tout le Maghreb excédentaires sur le marché du travail), contre la corruption et la répression policière. Très rapidement, les rassemblements s'amplifient et débordent toute tentative de les encadrer et de les réprimer : les premiers morts tombent, des locaux du parti au pouvoir (le RCD) sont saccagés et incendiés, ainsi que des banques et des commissariats de police, le couvre-feu est imposé. Les émeutes sont dans un premier temps limitées à la région de Sidi Bouzid, Kasserine, Thala, Regueb, mais s'étendent rapidement pour enflammer Gafsa, Sfax, Sousse, Gabès, Monastir... Ni les menaces de « sanctions sévères », ni les intimidations, ni les insultes (« il s'agit d'une minorité d'extrémistes et d'agitateurs », « des voyous cagoulés aux actes terroristes impardonnables », « à la solde de l'étranger ») du président Ben Ali, et encore moins ses annonces de « remaniement du gouvernement », de la « création de 300.000 emplois en deux ans », de « la libération de toutes les personnes arrêtées », ni même « le limogeage du ministre de l'Intérieur » et ses promesses de réformes, ne calmeront les ardeurs du prolétariat.

Il faut également signaler qu'au même moment un important « accès de fièvre » (comme disent les bourgeois) se déclenche dans l'Algérie voisine, suite à une hausse brutale des prix de « produits de base », notamment l'huile et le sucre. Alors que l'une des caractéristiques générales des luttes de l'époque actuelle est, même lorsqu'elles brisent les carcans sectoriel et corporatiste, de rarement dépasser les limites nationales et de ne pas franchir les frontières, de ne pas embraser des secteurs du prolétariat

d'autres pays, ici au contraire et très rapidement, les luttes de notre classe en Tunisie trouvent écho dans d'autres régions. Ce n'est pas un hasard si ce sont d'abord des prolétaires en Algérie qui descendent dans la rue au son des tambours de notre guerre de classe qui résonne de plus en plus intensément : cela fait des décennies que « l'Algérie » est une poudrière sociale, et rien que pour l'année 2010, les autorités reconnaissent officiellement plus de... 11.500 émeutes dans tout le pays...

Le week-end des 8 et 9 janvier sera un tournant dans la lutte du prolétariat en Tunisie : un véritable massacre a lieu dans la ville de Kasserine et ses environs, au moins cinquante morts sont relevés. A présent, le mouvement atteint la banlieue de la capitale Tunis, où des heurts très violents éclatent, ainsi qu'à Bizerte et Gafsa. Dans ce tourbillon social, on apprend le 12 janvier que le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Rachid Ammar, refuse de tirer sur les manifestants. Il prévient Ben Ali que « *l'armée ne tire pas sur le peuple* », ce qui en dit long sur la cohésion de cet appareil central de la répression étatique et aussi sur la force des contradictions qui le traverse : les soldats ne sont pas prêts à tirer sur leurs frères et sœurs de classe en lutte, au contraire même, de nombreux cas de fraternisations sont signalés... Les pillages commencent aussi à se généraliser devant un appareil répressif impuissant, et déjà commencent à circuler les premières rumeurs selon lesquelles ce seraient des militaires à la solde du RCD qui provoqueraient ces pillages. Les premiers « groupes d'auto-défense » commencent à s'organiser pour protéger la propriété privée.

Le 14 janvier, l'armée est déployée à Tunis où de nouveaux affrontements éclatent, ainsi que partout dans le pays : des morts, des blessés, de luxueuses résidences sont pil-

lées,... Ben Ali annonce le limogeage du gouvernement et des élections législatives anticipées dans les six mois, puis il décrète l'état d'urgence et le couvre-feu. Cependant, la contestation prend encore de l'ampleur : alors que des manifestants se massent sur l'avenue Bourguiba, une délégation d'officiers supérieurs signifie à Ben Ali « *le refus de l'armée d'être utilisée pour le maintien de l'ordre* » et son « *refus d'être l'instrument d'un jusqu'au-boutisme sanglant* ».

Comprenant que la rage de « la rue » est trop forte et difficilement domptable, l'état-major de l'armée choisit donc la carte consistant à faire sauter un fusible et à lâcher Ben Ali, qui est ainsi contraint de quitter le pays à l'instar d'une partie de ses proches. **Ce qui illustre une fois de plus la capacité de la bourgeoisie à « tout remettre en question » (une forme de sa dictature) pour conserver l'essentiel (c.-à-d. l'essence même de sa dictature)...**

Durant les jours qui suivent, comme souvent et partout lorsqu'un dictateur local tombe, balayé par la rage prolétarienne et le refus de la misère, de nombreux pillages ont lieu un peu partout. L'état qui maintient le prolétariat dans sa condition d'esclave salarié se relâche quelque peu grâce à la force de la lutte collective, et plutôt que de continuer à servir cette société, c'est lui, le prolétariat, qui se sert pour un moment et qui se réapproprie une partie infime de toute cette richesse sociale produite et accumulée pour les bienfaits du général capital. Il est parfois difficile de « faire le tri » dans toutes ces actions de pillage, entre la satisfaction immédiate et collective de besoins humains et l'appropriation de marchandises qui serviront à alimenter des réseaux mafieux et différents trafics du marché noir. De plus, nous savons pertinemment bien que toute période d'intenses luttes de notre classe génère de la part des

appareils centraux de l'État et de ses nœuds toute une série de provocations, mais la bourgeoisie préférera (afin de discréditer l'action de notre classe) mettre toute action violente contre la propriété privée et ses gardiens sur le compte « *des bandes armées de miliciens* » du RCD, dont les dirigeants sont accusés de « *fomentation de ces manœuvres de déstabilisation* » et ces « *complots contre la sécurité intérieure de l'État* ». Les professionnels de la politique qui se poussent au portillon de « l'alternance démocratique » ainsi que tous les médias à leurs bottes s'époumonent à accuser Ben Ali et ses sbires d'avoir « *prémédité l'anarchie* » en vue de « *reprendre le pouvoir* », « *fournissant des armes et de l'argent à sa garde rapprochée afin de provoquer la guerre civile* ». Dans la capitale et en province, des citoyens, idiots utiles du capital, s'organisent (parfois avec le soutien de l'UGTT) en comités de vigiles pour défendre leurs quartiers face aux pillards. C'est décidément toujours la dictature de la propriété privée contre la force de nos besoins...



Mais, laissons pour un instant de côté nos frères et sœurs de classe en lutte en Tunisie, pour faire un bond de quelques milliers de kilomètres car le volcan social commence aussi à entrer en éruption en Égypte. S'il est vrai que tous les États et les armées des pays touchés par la présente vague de lutte autour de la Méditerranée sont financés par les grands États-gendarmes du monde, ainsi que par l'Union européenne concernant plus spécifiquement le flicage des côtes et la répression de l'émigration (que l'on nomme « aide au développement »), il faut signaler que l'enjeu géostratégique de l'Égypte est incomparable par rapport à celui de la Tunisie, du fait de la situation charnière entre l'Afrique et le Moyen-Orient, et en particulier par rapport au

canal de Suez et à la frontière avec l'État d'Israël. Il est donc bien évident que l'État en Égypte, et en particulier l'armée (amplement financée par les États-Unis) qui en a assuré la continuité, n'a pris aucune décision qui ne soit étroitement concertée avec (voire dictée par) les conseillers politico-militaires des États-Unis et d'Israël, présents en permanence et envoyés en renfort eu égard à la situation.

Depuis maintenant trois ans, divers mouvements « oppositionnels » égyptiens appellent à manifester le 25 janvier mais cette année-ci, cette manifestation prendra une tournure exceptionnelle. A travers tout le pays, des milliers de manifestants descendent dans les rues contre la misère, le chômage, la vie chère, la hausse des prix, et pour le départ du président Moubarak. Très rapidement les premières échauffourées éclatent avec les forces de l'ordre et dureront trois jours : au Caire, à Suez, Alexandrie, Assouan, Assiout, dans le delta du Nil, à Ismaïlia, ainsi que dans le Sinaï... La violence de classe sera tout particulièrement farouche lors de ce qu'on appellera « la bataille de Suez » où plusieurs bâtiments gouvernementaux sont attaqués et incendiés. Des appels à la grève générale sont également lancés à travers tout le pays.

Le vendredi 28 janvier (baptisé « vendredi de la colère ») sera un premier tournant dans la lutte, tant les manifestations se multiplient et se renforcent, et prennent de l'ampleur. Au Caire, la foule déborde les flics et les échauffourées embrasent le centre ville, transformé en terrain d'affrontement, le grand immeuble qui abrite le siège du parti au pouvoir (le PND) est incendié et se consumera durant plusieurs jours. Des dizaines de véhicules blindés de la police sont incendiés, ainsi que des commissariats qui sont pillés et incendiés (selon la chaîne de télévision « Al Jazeera », sur 1.900 blessés dénombrés à ce moment, il y a 500

flics). Face à la puissance de la rébellion, un membre important du PND déclare que « *nulle part au monde la sécurité n'est capable de mettre fin à la révolution* », appelant Moubarak à « *des réformes sans précédent* » pour « *éviter une révolution* ». En fin de journée, le couvre-feu est proclamé, l'armée est déployée dans les rues, en remplacement d'une police dépassée par les événements. Malgré le couvre-feu, les manifestations, les échauffourées et les scènes de pillage se poursuivent tout au long de la nuit, entre autre dans des quartiers bourgeois de la capitale (comme les quartiers huppés

de militants sur place qui considèrent que ces comités seraient un tremplin vers « *la constitution de conseils ouvriers* »³, nous y voyons une réalité très contradictoire. Toute situation de déstabilisation sociale favorise la réappropriation prolétarienne pour nos besoins immédiats (avec tout l'éventail des pratiques possibles entre stricte survie individuelle et affirmation des besoins collectifs de la lutte) mais également des formes d'appropriation dépourvues de tout critère de classe, perpétuation de la guerre capitaliste entre prolétaires atomisés. Il semble que les comités en



Des batailles de rues...

de Zamalek ou encore de Héliopolis).

Des « comités populaires », des « comités de quartier » ou autres « comités de voisins » et « comités de vigilants » (dont les membres sont armés de gourdins, de barres de fer et d'armes à feu) sont constitués à travers tout le pays, parfois à l'initiative des « Frères musulmans », officiellement pour pallier la défection des forces de police, pour « *protéger la population des bandes de pillards dévalisant les commerces* », « *vandalisant les maisons* » et « *semant la terreur* ». Contrairement à certains témoignages

question ont oscillé selon leur origine et le rapport de force en leur sein entre l'autodéfense de la lutte et son contraire, à savoir le maintien de l'ordre, la défense de la propriété privée, aspect que les medias ont exclusivement décrit.

Quant à l'armée dont tous les démocrates et journalistes au service de l'État nous ont vanté la « neutralité » envers les manifestants, elle participe évidemment à la répression à coups d'arrestations, de torture, de procès militaires expé-

³ Cf. « *Entrevue avec un anarcho-communiste au Caire* », 5 février.

ditifs, d'assassinats et même de disparitions, ce qui s'amplifiera encore après le « dégagement » de Moubarak et la reprise en mains du maintien de l'ordre capitaliste. De plus, en Égypte, les secteurs majeurs de l'économie sont aux mains de l'armée. Il est assez clair que la tactique de l'état-major de l'armée a consisté à protéger (au prix d'une répression sans retenue aucune) les cibles vitales de l'ordre bourgeois désignées par la rage prolétarienne (nœuds vitaux de l'économie, des flux marchands, casernes, etc.), tout en laissant libre une voie royale vers la Place Tahrir et les centres de la représenta-

Moubarak, lorsque le retour à la normale (et à la bonne marche des affaires) sera plus clairement affirmé comme la priorité absolue de l'État. Comme toujours, les troupes les plus sûres sont utilisées à la répression la plus brutale, les autres devant servir de paravent dans ces tâches de canalisation moins risquées.

A propos de l'occupation de la place Tahrir. Évoquons à présent ce qui constituera pour les médias et toute la bourgeoisie l'un des symboles de la révolte sociale en Égypte, à savoir l'occupation permanente de la place Tahrir, qui à bien des égards fait penser à

fermer dans des territoires à préserver, à défendre, à gérer... Alors que le mouvement a pris une ampleur considérable en seulement une semaine, alors que les manifestants défient quotidiennement, le couvre-feu, alors qu'à certains endroits, on voit des soldats discuter et fraterniser avec les protestataires, ce que certains ont appelé la « *Commune de Tahrir* » est également traversée par toutes les contradictions qui déchirent cette société de classes. Afin de juguler et d'occulter la fureur des affrontements, la social-démocratie, présente sur le terrain et au travers des médias internationaux, donne le change en mettant en épingle quotidiennement un excellent spectacle démocratique de « lieu de convivialité » que l'on venait même visiter en famille. Des dizaines d'autoproclamés « opposants au régime » (tels les Mohamed el-Baradei, Amr Moussa et consorts), les politiciens en herbe du « *Mouvement du 6 avril* », certains dirigeants des « *Frères musulmans* » viennent ainsi parader sur la place au milieu des manifestants et monter sur quelque tribune en quête de base sociale et de crédibilité. Néanmoins, aucune de ces organisations ne parvient à s'imposer ni à prendre un tant soit peu le contrôle de la rue et l'on ne peut que constater le niveau d'autonomie que conserve le mouvement vis-à-vis de toutes ces organisations démocratiques (nationalistes, gauchistes, islamistes, etc.). Ainsi ce témoignage parmi d'autres : « *Les masses rassemblées sur la place Tahrir s'auto-organisent à travers une assemblée qui publie des communications et distribue de la nourriture aux gens sur place, qui organise le nettoyage des rues et l'auto-défense contre les nervis du gouvernement. Souvent des médias étrangers ont cité les porte-paroles des organisations de jeunesse qui prétendent représenter les protestataires. Chaque fois que cela se passe, l'assemblée spontanée de la place publie une déclaration*



... à l'occupation permanente de la place Tahrir !

tion bourgeoise. Dans ces zones les plus médiatisées, la répression brutale était laissée à la police ou à des nervis payés en coulisses. Il s'agissait d'un moindre mal en termes de contrôle des foules mais aussi d'une tentative médiatique de conforter la double image falsifiée d'une armée « *au service du peuple* » et d'un mouvement cantonné dans l'opposition au gouvernement, au président, et orienté vers des réformes politiques. L'option de l'évacuation de la place et la dispersion des autres rassemblements sera à nouveau privilégiée par la suite, surtout après la chute de

l'occupation de la place Tien-An-Men à Pékin en 1989 qui fut le symbole médiatique du mouvement de lutte des classes qui se déroulait à ce moment-là dans toute la Chine mais qui n'en fut certainement pas l'expression la plus forte. Évidemment, le prolétariat a besoin dans le développement de sa lutte d'occuper des lieux, de permettre le rassemblement d'autres prolétaires encore hésitant, de constituer des bastions forts à partir desquels de nouvelles attaques peuvent être préparés, mais le danger est et sera toujours de se laisser en-

non-équivoque disant qu'ils n'ont pas de représentants. Il est clair qu'il n'y a pas d'organisation qui se trouve derrière les manifestations. Des comités s'organisent aussi dans beaucoup d'usines et autres lieux de travail. »⁴ En tout cas, lorsque des nervis payés par le gouvernement attaquent violemment les occupants de la place, c'est en dressant des barricades et par une riposte violente qu'ils parviendront non sans pertes et blessés à les repousser, et pas du tout par l'« exemplaire indignation pacifique » que leur ont tant prêtée leurs « sympathisants » sociaux-démocrates, ces fossoyeurs hypocrites.

Extension des grèves. Au moment où un appel à la grève générale est lancé par des travailleurs de la ville de Suez, différentes organisations et partis « d'opposition » tentent de canaliser la colère prolétarienne en appelant à des marches géantes (exemple : la « marche du million »), rassemblant des millions de manifestants au Caire, à Alexandrie, Suez... Après une bonne semaine de protestations marquées par des affrontements très violents avec les forces de l'ordre bourgeois, par des pillages massifs, des destructions de bâtiments gouvernementaux, des commissariats, etc., ces rassemblements très massifs semblent se développer au détriment de l'action directe et de la violence prolétarienne qui avait marqué le début du mouvement. On peut les voir comme une brève étape intermédiaire avant la suite. Quant à l'annonce dérisoire faite par Moubarak d'un nouveau gouvernement, elle a eu autant d'effet que s'il avait pissé dans le Nil, et il en ira de même quelques jours plus tard de la démission fort peu fracassante de tout le bureau de son parti, le PND.

A partir du 8 février, l'entrée en force du prolétariat industriel,

des transports, de l'énergie, ainsi que de nombreux travailleurs agricoles, marque ce que l'on peut considérer comme une seconde phase dans le mouvement. Cette nouvelle donne sera décisive pour convaincre les chefs militaires égyptiens (et leurs souteneurs du Pentagone) de lâcher Moubarak. Ce sont des dizaines de milliers de travailleurs dans le textile, l'armement, le transport, le gaz, le pétrole, le ciment, la métallurgie, les hôpitaux, les universités, les télécommunications, les services privés de sécurité, les administrations et les chemins de fer (malgré des augmentations salariales de l'ordre de 15% accordées aux fonctionnaires), ainsi que les industries du canal de Suez, qui participent à des grèves ou à des manifestations dans les jours précédant l'éviction du président. Environ 8.000 travailleurs agricoles bloquent des routes et des voies ferrées dans le sud du pays.

Les manifestations s'amplifient, la liste des morts s'allonge, des bâtiments officiels sont incendiés, le parlement, le siège du gouvernement et celui de la radiotélévision au Caire sont encerclés par des milliers de manifestants, le siège du gouverneur de Port-Saïd est incendié, etc. Le gouvernement alarme sur « le risque de chaos » et joue sur le pourrissement de la situation, tandis que les grèves continuent de s'étendre : les employés des chemins de fer se mettent en grève et bloquent les voies ferrées ; les ouvriers des usines textiles de Al-Mahallah Al-Kubra (encore eux !) déclarent la grève illimitée en solidarité avec « ceux de Tahrir ». A Alexandrie, les commerces, l'alimentation, l'électricité et le pétrole sont touchés. Ces grèves, marches, rassemblements, sit-in, occupations d'usines revendiquent de meilleurs salaires et conditions de travail, et la démission des directions, comme aux arsenaux de Port-Saïd.

Si l'armée avait déjà progressivement pris ses distances avec le président, il est clair cette fois que les sponsors de l'État égyptien à savoir les États-Unis décident de le lâcher, provoquant en cascade l'annonce par Moubarak qu'il délègue ses pouvoirs à son vice-président Omar Souleiman, qui lui-même annonce peu après que le pouvoir est transféré... à l'armée. Après une nuit entière de festivités, l'armée procède à de nombreuses arrestations et pousse à l'évacuation de la place Tahrir sans toutefois y parvenir totalement. Dans le même temps, et afin de crédibiliser et de légitimer le processus de « transition démocratique », des généraux rencontrent un groupe jugé représentatif des protestataires et intitulé « Coalition des jeunes de la Révolution ». **L'ordre semble régner (provisoirement) au Caire comme à Tunis...**



Les dictateurs dégagent, un nouveau départ... pour le mouvement du prolétariat.

L'intérêt de ce qui s'est passé et se passe encore en Tunisie et en Égypte réside pour nous dans le fait que le prolétariat ne renonce pas, en dépit de toute la mobilisation bourgeoise internationale pour réduire son mouvement à un show pacifique et démocratique et l'enterrer aussitôt après que Ben Ali et Moubarak aient été lâchés. Face à la difficulté de recomposer une alternative politique un tant soit peu crédible, difficulté de type « irakien » pourrait-on dire au vu des événements depuis 2003, l'État (dont l'armée, en première ligne) est forcé de montrer à nouveau son vrai visage, celui de la répression brutale et sanglante, ce qui ne risque pas d'amadouer les prolétaires ou de renforcer la cohésion nationale dont la bourgeoisie a besoin. A l'heure qu'il est, il est difficile de déterminer quelle carte pourrait non seulement rétablir l'ordre mais surtout

⁴ Cf. « An Anarchist Report from Egypt », 13 février.

neutraliser le mouvement social.

Dans les jours et les semaines qui suivent le dégagement de Ben Ali, de nombreuses grèves se déclenchent. Un article publié le 7 mars par le journal français « *Les Echos* », intitulé « *Tunisie : le temps des colères sociales* » développe une impressionnante panoplie d'exemples : « *Grèves, sit-in, occupations d'usines... deux mois après la chute du régime Ben Ali, les revendications se multiplient en Tunisie. Et certains redoutent que le 'chaos' ne fasse fuir les investisseurs.* » L'article donne la parole à divers investisseurs français dont l'un, en levant les bras au ciel, s'écrient : « **Des soviets se mettent en place dans les usines.** » Plus que probablement, ce bourgeois effrayé n'a pas l'ombre d'une idée (si ce n'est dans ses fantasmes et ses cauchemars !) de ce que peut bien représenter un mouvement insurrectionnel, un processus révolutionnaire, d'où émergent mille et un niveaux de structuration de notre associationnisme prolétarien. Et s'il n'y a pas formellement « des soviets » en Tunisie ou ailleurs, nous avons bien entendu parler de comités de grève, de comités de quartiers⁵, de « *tansiqyat* »

⁵ « A partir du 14 janvier, des comités se sont constitués dans les quartiers riches comme les quartiers pauvres pour se protéger des pillards, et aussi des milices de l'ancien pouvoir. Parallèlement, les gauchistes se sont constitués en comités révolutionnaires, soit en infiltrant les comités existants, soit en en créant et en se réclamant des comités de protection. Ils émanent au départ de l'UGTT ou des divers groupuscules. Fin janvier, ces comités fantoches se sont fédérés et constitués en Front du 14 janvier. Les comités de protection populaire, eux, n'ont fonctionné qu'une semaine, jusqu'au retour des flics et ne semblent pas avoir constitué de base politique, même s'il y a quelques cas rapportés : un comité de protection aurait été à l'origine d'une manif de jeunes qui dénonçaient le délaissement de leur quartier. Il y a aussi un cas où les gens auraient géré à partir de ces comités les problèmes d'une ville entière pendant quinze jours (substitut de conseil municipal). » (Extrait d'un « *Compte-rendu de voyage* » publié dans la brochure « *Les soulèvements arabes face au vide occidental. L'exemple tunisien.* »



Grève des ouvriers de la pétrochimie (Égypte) le 14 février.

(mot arabe signifiant « *coordination* ») comme nous en avons trouvé des traces dans les luttes actuelles au Maroc mais surtout en Syrie. Nous prenons un plaisir non-dissimulé à citer quelques-uns des autres exemples trouvés dans cet article qui matérialise l'actuel mouvement de blocage de l'économie par l'extension des luttes. Un directeur d'usine témoigne : « *Des grévistes m'ont dit 'dégage' et on a inscrit ce slogan sur ma voiture.* » Un autre : « *Pendant la révolution, les ouvriers ont gardé l'usine. Une semaine après, ils réclamaient 30% d'augmentation de salaire. Les gars de l'UGTT de l'usine étaient débordés par des membres de leur propre syndicat venus d'ailleurs pour faire de la surenchère. Il y a même eu des jets de pierres entre les deux camps.* » L'article continue : « *Dans le centre du pays, la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG) ne peut plus exporter le phosphate qu'elle exploite. Des tentes posées sur les voies de chemin de fer bloquent toute activité, explique le directeur. L'entreprise perd chaque jour 2 millions de dinars [environ 1 million d'euros] et le groupe chimique qui lui est rattaché, 5 millions de dinars. Depuis plusieurs semaines, une*

cinquantaine de chômeurs de la région de Gafsa font un sit-in devant le siège de la CPG à Tunis, dans le centre de la capitale. Ils réclament 17.000 embauches pour les 17.000 familles qu'ils ont identifiées comme manquant de ressources dans leur bassin minier. A leurs yeux, ces emplois leur sont dus : ils considèrent que la révolution qui a renversé Ben Ali a démarré avec les émeutes sociales de Gafsa en janvier 2008 et qu'elle a donc abouti grâce à eux. »

Comme le déclare un responsable syndicaliste le 10 février : **l'UGTT est loin d'encadrer tous les mouvements de grève spontanés ou organisés qui ont éclaté depuis le 14 janvier.** Et l'article de préciser à ce sujet : « *De son côté, l'UGTT ne veut pas être accusée d'affaiblir l'économie tunisienne : 'Nous sommes des gens responsables. Les augmentations de salaire ? C'est très important, mais ce n'est pas si urgent. Il y a d'abord des gens qui ont besoin d'un travail.'* » Parallèlement à ces luttes dans les usines et les divers lieux de travail où s'extrait la plus-value, dans la rue et sur un plan plus « politique » (si l'on peut se permettre cette séparation !?), les manifestations et l'action directe du prolétariat s'intensifient de plus belle : ce n'est plus seulement Ben Ali

qu'il fallait dégager, mais c'est aussi son « parti unique », le RCD qui doit dégager (pour rappel : il s'agit de la section tunisienne de l'Internationale... socialiste, qui n'en sera exclue que le... 17 janvier !), ce sont tous les politiciens qui doivent dégager... L'affrontement prend forme non seulement autour du « gouvernement de transition », mais aussi autour de la nomination de 24 nouveaux gouverneurs de régions, dont 19 sont membres du RCD, ou fraîchement démissionnaires du RCD. Le problème, c'est que le capitalisme a horreur du vide, et que l'État des capitalistes a horreur du vide du pouvoir. En Tunisie, le RCD (qui est l'héritier du « parti destourien » de Bourguiba, le « père de l'indépendance »), comme tous les « partis uniques » dans le monde, est un appareil central de l'État depuis presque un quart de siècle. Et dans ce sens, faute d'alternative crédible, afin d'assurer la continuité de l'État et du business, le RCD (ou du moins ses hommes à défaut de son appareil qui sera officiellement dissout début mars) est incontournable pour les bourgeois (même de manière transitoire).⁶

⁶ Ce phénomène de cooptation des anciens cadres est un mode de fonctionnement normal de l'appareil étatique que notre classe a déjà pu « apprécier » tout au long de l'histoire. Ainsi, à la fin de la seconde guerre mondiale, lors de la « libération » de l'Europe, le parti fasciste italien et le parti nazi allemand étaient aussi des appareils centraux de l'État. Les alliés, les « vainqueurs », tant les USA que l'Angleterre et l'URSS, ont utilisé, recruté et mis à leur service (après un rapide nettoyage des grandes figures des « pays vaincus » les plus impliquées dans la boucherie mondiale : les Mussolini, Hitler, Göring, etc.) des dizaines, des centaines de milliers, des millions de petits et moyens cadres de ces appareils centraux. L'itinéraire d'un Hans-Martin Schleyer est emblématique à ce niveau : de responsable de la restructuration industrielle et de l'observation la plus stricte de la discipline au travail des prolétaires du protectorat de Bohême-Moravie occupé par les armées nazies au début des années 1940, il a grimpé les échelons et est devenu le « patron des patrons » ouest-allemand dans les années 1970. Werner Von

Rien d'étonnant dès lors qu'en Tunisie, un premier « gouvernement de transition », sous la houlette de Ghannouchi (qui fut le premier ministre de Ben Ali ces onze dernières années), soit donc mis sur pied, avec la complicité de l'UGTT qui détient trois portefeuilles ministériels dans ce cabinet, restauration de l'ordre oblige... Mais très rapidement, le prolétariat ne l'entend pas de cette oreille et continue à remettre en question cette caste de politiciens et de gestionnaires de sa misère ; visiblement seule la tête de Ben Ali ne lui suffit pas à étancher sa soif de liberté, d'autres doivent tomber. Des manifestations et des affrontements éclatent dès le 17 janvier à Tunis et dans d'autres villes comme Sidi Bouzid et Regueb... Il est évident que « l'opposition politique et syndicale » ne peut généralement qu'assumer son rôle essentiel de garant de l'ordre bourgeois et encadrer l'énergie prolétarienne vers les ornières du réformisme, mais encore faut-il y mettre les formes. Et ici visiblement, au vu de l'indocilité du prolétariat, au vu des sacrifices et des morts, au vu de la fureur de la bataille, notre classe n'est pas prête à se laisser mener à l'abattoir démocratique aussi docilement que nos ennemis ne l'imaginent. Il va falloir y mettre les formes, messieurs, et faire montre d'un peu plus d'imagination et de « radicalisme » pour nous faire prendre la tangente... Sous la pression de « sa base ouvrière », l'UGTT

Braun, de concepteur des V1 et V2 qui bombardèrent les villes anglaises, semant la terreur et la mort dans les quartiers ouvriers de Londres, Liverpool, Manchester, etc., sera recruté par les USA et travaillera pour la NASA comme concepteur des fusées spatiales américaines. En Grèce, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, les prolétaires en lutte au moment de la « libération » s'affronteront à la coalition, à la sainte-alliance de leurs nouveaux maîtres soviétiques avec les anciens dictateurs fascistes (cf. les divers « fronts patriotiques »), tels les Horti, Antonescu, Metaxás, etc., ou du moins les cadres des appareils centraux qu'ils représentaient...

finit par désavouer le nouveau cabinet et en retire ses ministres. A propos de l'UGTT, il est à signaler que beaucoup de gauchistes tentent d'opposer une « base ouvrière » à une « direction corrompue », ce qui leur permet de mettre en avant l'importance capitale du rôle qu'aurait eu l'UGTT dans la « révolution de jasmin ». Jusqu'à la veille du dégagement de Ben Ali, le secrétaire général de l'UGTT croyait encore aux promesses de réformes faites par celui-ci. Voici ce qu'il déclarait le 13 janvier : *« J'ai eu l'honneur de rencontrer le chef de l'État et ce fut une occasion pour un très important entretien, au cours duquel nous avons abordé la situation douloureuse dans certaines régions du pays, ainsi que des idées et des propositions de l'UGTT. J'ai trouvé auprès du président de la République une vision profonde des principaux problèmes et de leurs causes et une volonté de les résoudre. [...] J'ai trouvé auprès du chef de l'État toute la considération pour les travailleurs et pour leur organisation ainsi que toute l'attention à cette catégorie et aux personnes nécessiteuses. »* Le fait que l'UGTT ait été historiquement traversé par des courants plus revendicatifs, plus ouvriéristes, plus « radicaux », le fait qu'un nombre important de prolétaires soient encadrés par le syndicat, et que ceux-ci aient été l'un des fers de lance de la contestation, qu'ils aient même tenté de radicaliser l'organisation syndicale à travers l'implication des « unions territoriales » et de certaines « fédérations de secteurs » dans les luttes, tout cela ne change absolument rien fondamentalement au fait que l'UGTT (et le syndicalisme en général) est un des appareils centraux de l'État dans le contrôle de la force de travail et la répression des luttes. Tandis que les manifestations se poursuivent et que se développent des revendications sociales, une « caravane de la

libération », rassemblant plusieurs centaines de personnes, démarre de la région de Sidi Bouzid et marche sur Tunis. Cette marche spontanée est rejointe et infiltrée par des militants des droits de l'homme bourgeois et par des syndicalistes, qui tenteront d'en prendre la direction. Les jeunes manifestants, rejoints par des centaines et des milliers de prolétaires de la capitale, entament le siège de la résidence du premier ministre sur la place de la Kasbah, déterminés à faire chuter le « gouvernement de transition ». Bravant le couvre-feu, des centaines d'entre eux poursuivent le siège des jours durant, affrontant à nouveau les flics (comme si aucun « changement » n'avait eu lieu) qui font usage de gaz lacrymogène pour tenter de les disperser.

A la veille de la réouverture des établissements scolaires (dont la fermeture fut décrétée par le gouvernement de Ben Ali pour tenter de calmer le mouvement dans lequel beaucoup de jeunes prolétaires scolarisés étaient, et sont toujours, engagés), les instituteurs observent une grève illimitée assez largement suivie tant en province que dans la capitale. Sur la place de la Kasbah, l'armée met en garde les manifestants contre « *la vacance du pouvoir qui engendre la dictature* » et pose l'armée en « *garante de la révolution* ». A Tunis mais aussi à Sousse et Gafsa, des affrontements opposent des protestataires à des rassemblements favorables au « gouvernement de transition » qui réclament « *la reprise du travail* » et dénoncent « *le chaos* ». On voit ainsi émerger deux pôles antagonistes au sein de la société, se cristallisant respectivement sur le soutien ou l'opposition au « *processus de transition* » en cours. Les jeunes prolétaires issus des régions déshéritées du pays sont le fer de lance de cette révolte et refusent que leur lutte soit récupérée et serve les vieilles badernes de « *l'alternance démocratique* » :

« *Nous avons une seule demande : que le gouvernement tombe, ils doivent tous partir, Ghannouchi le premier* »...

Tenant de se regagner quelque crédibilité, et jouant de la corde sensible de la martyrologie, l'UGTT accuse des « nostalgiques de l'ancien régime » d'avoir attaqué la veille plusieurs de ses locaux en province, notamment à Gafsa, Kasserine, Monastir, etc. « *Les assaillants étaient armés de gourdins, de pierres, d'armes blanches et de chaînes. Ils ont saccagé les locaux et blessé des syndicalistes à Gafsa (...) mais l'armée est intervenue pour protéger le bâtiment qu'elle a dégagé en tirant en l'air.* »

Quel est le niveau d'autonomie de notre classe ? Bien sûr, tout cela a démarré de manière « spontanée », même les médias bourgeois doivent l'admettre. En fait, ce que cela signifie, c'est que le mouvement a démarré et s'est développé en-dehors de toute structure et médiation bourgeoises, en-dehors des partis politiques, en-dehors des syndicats. Mais la spontanéité seule ne peut pas expliquer la continuité du mouvement. Il faut évidemment que les insurgés soient capables de s'organiser plus profondément que la simple spontanéité, qu'ils se dotent de structures de luttes permanentes, pour assumer d'une part le renforcement de la lutte, et d'autre part le dépassement de toutes les tentatives de récupération (« élections libres », « assemblée constituante », « liberté d'expression et d'association », etc.)... Qu'en est-il de ces niveaux d'organisation autonome et de structuration de notre classe ? Attention : nous n'attendons évidemment pas des expressions « pures » (ça n'existe pas !), des formalisations directement communistes... Mais comment notre classe s'organise-t-elle ? Quelles sont les consignes anticapitalistes mises en avant ? Quelles sont les discussions, les perspectives ?

Mettons en avant quelques événements qui nous paraissent être une expression (même faible et limitée) de l'autonomie de notre classe contre toute la racaille démocrate qui tente de confisquer notre lutte, toutes fractions confondues (des staliniens, aux islamistes, etc.). Le 31 janvier à Kasserine a lieu une grève générale qui n'est pas appelée par l'UGTT, mais par « des inconnus » qui ont distribué des tracts la veille dans toute la ville, en-dehors du syndicat... En tous les cas, plusieurs « groupes de jeunes » (qualifiés par la presse de « vandales » et de « saboteurs ») ont saccagés plusieurs bâtiments publics (comme la préfecture, etc.) durant cette grève générale. Evidemment, tous les larbins du capitalisme et du « gouvernement de transition » ont immédiatement attribué ces événements à « des milices du RCD ». Ici aussi en Europe, lorsque nous luttons contre le capitalisme, la droite, la gauche, les gauchistes nous accusent d'être des « éléments infiltrés par la police ou l'extrême droite » (rien de nouveau sous le soleil noir du capitalisme !)...

Durant le week-end des 5 et 6 février, alors que toutes les forces politiques appellent au calme depuis « la chute de Ben Ali », des luttes importantes se sont développées à El Kef où un commissariat de police a été attaqué, saccagé et incendié... par de « jeunes manifestants » (selon la presse). Ces troubles se sont étendus dimanche à d'autres localités, comme Gafsa par exemple... Autre élément de rupture, c'est lorsque le 25 janvier un célèbre « opposant au régime » (Moncef Marzouki), voulant prendre la parole place de la Kasbah à Tunis, se fait huer et molester par des manifestants, et est finalement éjecté de la manifestation par un groupe de jeunes qui veulent « *empêcher toute récupération politique de la révolution* »... Ici encore, la lutte des prolétaires est dénigrée et assimilée au RCD lorsque Marzouki déclare :

« D'après moi, ils ont été envoyés par le pouvoir. Il y a une campagne contre moi, y compris sur Facebook. »

Dans différentes villes de province, les actions de protestation se poursuivent : des sit-in, des manifestations, marches ou rassemblements dénoncent à plusieurs titres la précarité des conditions de travail ou le chômage massif, les bas salaires, ainsi que l'arbitraire qui règne dans certaines entreprises ou administrations.

Le 8 février, le ministère de la Défense annonce, sans l'expliquer, qu'il rappelle les réservistes, alors que les rumeurs de « complot contre-révolutionnaire » courent toujours et que les manifestations prolétariennes continuent, envahissant parfois le siège d'un gouvernorat. Pour calmer les tensions dues aux problèmes de la misère, le gouvernement fait distribuer des aides de 30 à 78 dinars aux chômeurs et aux handicapés. De nombreuses manifestations contestent l'administration mise en place : un nombre important de gouverneurs est contesté, des tribunaux sont incendiés, des grèves éclatent dans tout le pays, concrétisant ainsi l'instabilité politique et les multiples démissions dans le gouvernement.

Le 25 février, plus de 100.000 manifestants occupent les rues de Tunis où de très violents affrontements éclatent, qui se prolongeront les deux jours suivants et feront 5 morts et 88 arrestations. Encore une fois, c'est toujours le spectre de Ben Ali qui plane sur toute expression de notre classe, puisque des rumeurs circulent disant que « certains casseurs seraient payés par des cadres du RCD ». Deux jours plus tard, le premier ministre démissionne et est remplacé par Béji Caïd Essebsi, une vieille baderne de 84 ans qu'ils ont sorti du formol après une longue et brillante carrière au service du « régime Bourguiba », entre autre comme chef de la sûreté nationale, ministre de l'intérieur,

ministre de la défense nationale...

Le 7 mars, le ministre de l'intérieur annonce la dissolution de la sûreté de l'État et de la police politique : cette mesure est saluée comme « l'acquis le plus important de la révolution ». La veille de cette décision, les 5 et 6 mars, des milliers de prolétaires en Égypte avaient pris d'assaut et s'étaient emparés de tous les sièges locaux et du siège national de la police politique (« *Amn el-Daoula* »), qui a torturé et assassiné pendant des décennies, conjointement à l'armée, bien sûr.

Le 9 mars, le tribunal de première instance de Tunis annonce la dissolution du RCD et la liquidation de tous ses biens et fonds. Encore une fois, c'est de la poudre jetée aux yeux des prolétaires afin de calmer leurs ardeurs et de leur faire reprendre le travail. Et il ne faudra en effet pas longtemps pour que tous apprécient à sa juste valeur ce énième cabinet gouvernemental, puisque à peine 48 heures après la nomination d'un nouveau ministre de l'intérieur, de très violentes manifestations éclatent à Tunis le 1^{er} avril, durant lesquels les prolétaires se croyaient revenus au niveau de répression de l'époque de Ben Ali. Le lendemain, un jeune manifestant meurt sous les balles de la police dans la ville de Tozeur (dans le sud du pays).

Comme le rapporte les camarades du blog « *En route !* » dans une de leurs contributions, les prolétaires en Tunisie ont besoin d'un « *second 14 janvier* ».

Comme en Tunisie après Ben Ali, la contestation ne s'éteint pas avec le départ de Moubarak. Ainsi la prison de Marg, au Caire, connaît sa deuxième mutinerie suivie d'une évasion collective le 12 février (après celle du 25 janvier), avec environ 600 évadés. Mi-février, des combats de rue font 4 morts et 65 blessés à Port-Saïd, obligeant le gouverneur à fuir et à déplacer ses bureaux dans une

station balnéaire. Des échauffourées éclatent entre l'armée qui nettoie les barricades et les derniers occupants de la place qui ne veulent pas la quitter tant que leurs revendications ne sont pas satisfaites. Elle est cependant réoccupée en permanence par des centaines de protestataires, rejoints tous les vendredis par des manifestations plus ou moins importantes.

Les mouvements de grève se poursuivent, comme par exemple la grève des transports du Caire, dans les banques, le port d'Alexandrie, l'industrie textile, la sidérurgie, la Bourse, les chemins de fer, la poste, les médias, les hôpitaux, et même la police... Partout, les revendications portent d'abord sur des hausses de salaire et le départ des cadres supérieurs et des dirigeants mais aussi sur les conditions de travail, tandis que les syndicats se mobilisent pour tenter de ramener ces revendications prolétariennes vers des réformes raisonnables et acceptables. Dans la première semaine après le départ de Moubarak, les militaires confirment une hausse de 15% des salaires des fonctionnaires et des pensions de retraite, dans le but évident de limiter l'expansion du mouvement.

On constate aussi des débuts de constructions sauvages sur des terrains de l'État ou des terres agricoles, qui s'ajoutent aux nombreuses expulsions de dirigeants d'entreprises. Les « paysans » en butte aux spoliations depuis une quinzaine d'années et qui ont participé au blocage de l'économie début février commencent à réoccuper les terres. De nombreux heurts ont lieu avec des nervis des grands propriétaires fonciers, et certains bâtiments appartenant à ces derniers sont incendiés.

La « marche de la victoire » organisée une semaine après le départ de Moubarak laisse un goût amer chez les prolétaires qui se voient dépossédés de leur lutte. A part quelques mises en résidence surveillée de figures

parmi les plus « corrompues » du régime, au-delà du show et de la propagande, au-delà des remaniements ministériels et des amendements constitutionnels, qu'est-ce qui a changé ? Rien, évidemment ! Tandis que les grèves pour des hausses de salaire se multiplient dans le secteur public comme dans le secteur privé, le parti de l'ordre toutes fractions confondues, des syndicats à l'armée en passant par les partis, appelle à rentrer dans le rang et reprendre le travail.

Lorsque le Conseil suprême des forces armées, à la tête de l'État depuis le départ de Moubarak, organise un référendum constitutionnel, seul 40% des citoyens égyptiens y participent, ce qui dénote un manque d'intérêt non négligeable pour cette mascarade électorale. Tandis que des élections législatives et présidentielles sont annoncées pour novembre, on peut douter qu'elles susciteront l'engouement espéré ou que cela suffira pour faire retourner les prolétaires docilement au travail en se contentant d'un espoir, celui de voir un nouveau régime satisfaire un jour leurs profondes aspirations...



Entre-temps et à l'heure de boucler ces lignes (à la fin du mois de juin), notre classe reste le sujet déterminant, et il est important pour nous de clarifier brièvement cette affirmation. Pour les groupes et commentateurs qui (tout en se revendiquant du communisme, de la révolution) jugent prioritaire de cataloguer toutes les limites et illusions qui entravent l'action de notre classe, et a fortiori pour ceux qui ont fait leur spécialité de passer la réalité sociale au broyeur sociologique, notre point de vue sera taxé d'idéaliste, de fantasmagorique. Or que se passe-t-il ? Jusqu'à présent, toutes les cartes bourgeoises se soldent par des échecs cuisants, qu'il s'agisse de la « démocratisation », de l'alternative politique (y compris la dizaine de candi-

dates à la présidence égyptienne qui se pressent au portillon sans drainer un quelconque enthousiasme), du patriotisme, de l'islamisme et autres roues de secours à prétention radicale comme l'anti-impérialisme. Aucune polarisation bourgeoise, aucune perspective de repolarisation impérialiste comme en Libye, ne semble capable de se substituer avec assez de force à la polarisation sociale.

Cette dernière se manifeste aujourd'hui en Égypte comme en Tunisie entre les partisans du retour au calme, au travail, à l'ordre, aux sacrifices pour « soutenir la transition démocratique », et les partisans de la poursuite du mouvement, toutes celles et ceux qui savent pertinemment bien qu'en matière de lutte, il n'y a pas de statu quo possible, pas de trêve : qui n'avance pas recule ! Et qui savent aussi très concrètement que s'ils ont obtenu quelque chose, ce ne sont que des miettes destinées à les faire taire ! Bien sûr, en Égypte comme dans les autres pays où notre classe ne renonce pas, cette polarisation ne s'exprime pas de manière pure dans les termes réellement antagoniques qui la sous-tendent : défense de la valorisation capitaliste (et donc de la catastrophe qu'elle approfondit) contre révolution communiste. Bien sûr, toute l'armada médiatique internationale est mobilisée pour proclamer le reflux de la lutte et faire l'apologie de toutes les formes de résignation démocratique. Bien sûr, la lutte se poursuit sous d'autres formes que celles qu'elle a pu prendre dans ses deux premiers mois, souvent avec moins de massivité, mais ses expressions de classe demeurent invariantes, comme la défiance vis-à-vis de tous les partis bourgeois, l'action directe, la tendance à agir voire s'organiser en-dehors et contre les syndicats, la lucidité quant à la coalition des forces bourgeoises nationales et internationales qui a tout intérêt à les

faire plier par tous les moyens⁷. Et en termes de moyens, la bourgeoisie ne peut plus se permettre d'essayer de faire passer l'armée pour un garant de « la révolution » et des « aspirations populaires », illusion qui connut d'ailleurs plus de succès parmi les citoyens-spectateurs (en Égypte et ailleurs) que parmi les prolétaires en lutte. Les occupations telles que celle de la place Tahrir au Caire, le simple fait que les prolétaires s'y retrouvent et peuvent y rendre tangible leur force collective, sont perçus par l'État comme une menace, ni plus ni moins importante que durant la période taxée de « dictatoriale » et « non-démocratique ».

Des observateurs sociaux-démocrates tenus pudiquement à l'écart des unes des journaux parlent clairement de « retour de la terreur » (dans ses modes déjà cités plus haut : arrestations, torture, procès militaires expéditifs, assassinats...) et de la multiplication des disparitions d'opposants. Par ailleurs, des petits groupes armés font irruption dans des quartiers populaires et pillent les habitants, dans un spectacle de confrontation entre des « musulmans » et des « coptes », tandis que les enlèvements contre rançon se multiplient, signes d'une stratégie de la tension à n'en pas douter commandée par les plus hautes instances de l'État, l'armée et ses conseillers étrangers et destinée à « faire aspirer à l'ordre ». Dans cette mise en scène d'une violence entre prolétaires, il s'agit aussi de rendre confuse la violence de classe, de la disqualifier.

⁷ En plus de l'aide structurelle maintenue, mi-février les USA débloquent 150 millions de dollars pour aider l'État égyptien à surmonter la crise sociale et à casser la lutte.